



Sûreté du Québec

221P-2146

Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction

Présentation
14 octobre 2014

La Sûreté du Québec

Mission

- ❖ « La Sûreté du Québec, **corps de police national**, agit sous l'autorité du ministre de la Sécurité publique et a compétence pour **prévenir et réprimer les infractions aux lois** sur l'ensemble du territoire du Québec.

La Sûreté a également compétence pour prévenir et réprimer les infractions aux règlements municipaux applicables sur le territoire des municipalités sur lequel elle assure des services policiers. » Article 50, Loi sur la police

Valeurs

- ❖ Service
- ❖ Professionnalisme
- ❖ Respect
- ❖ Intégrité

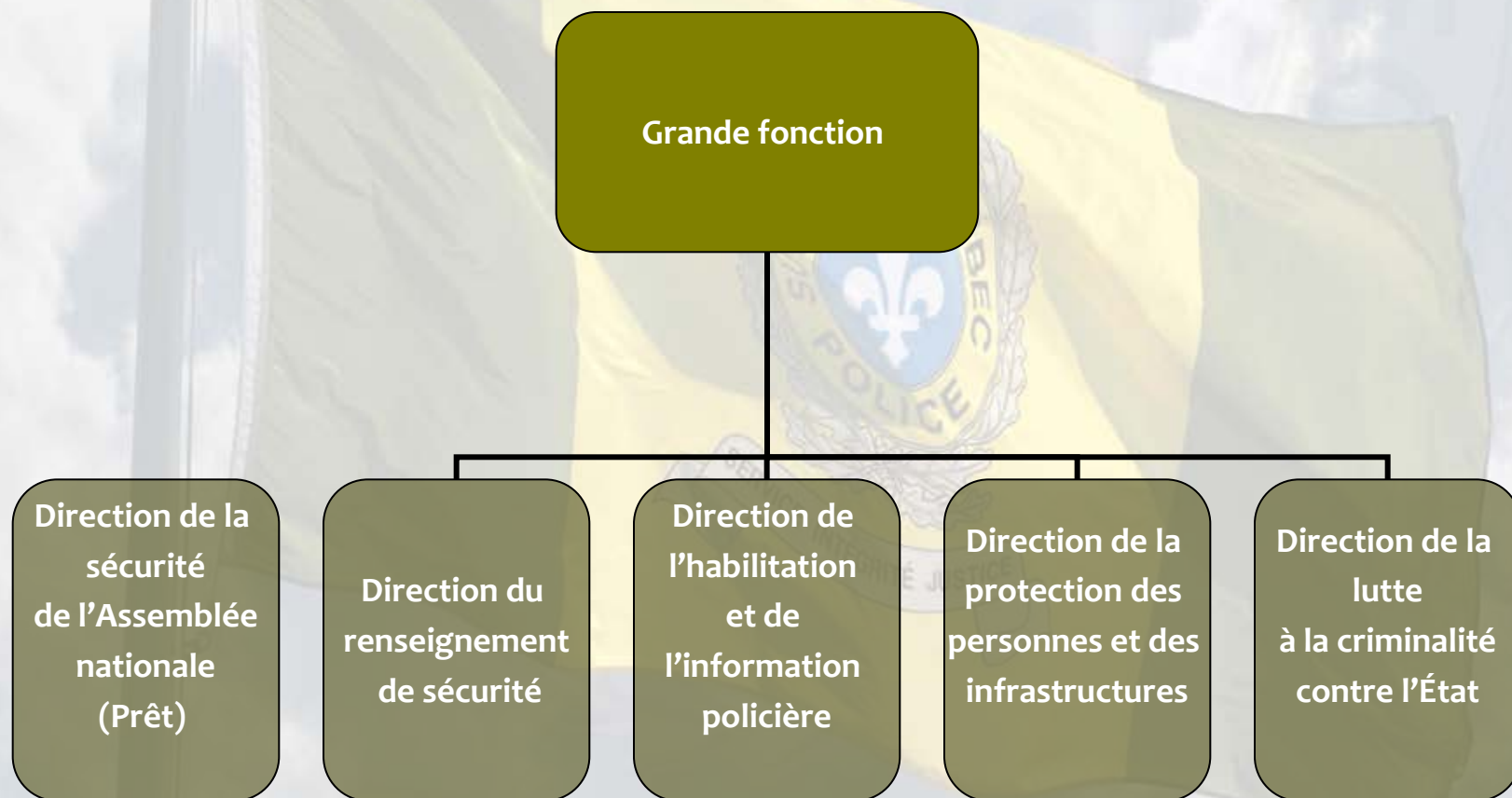
Structure de la Sûreté du Québec



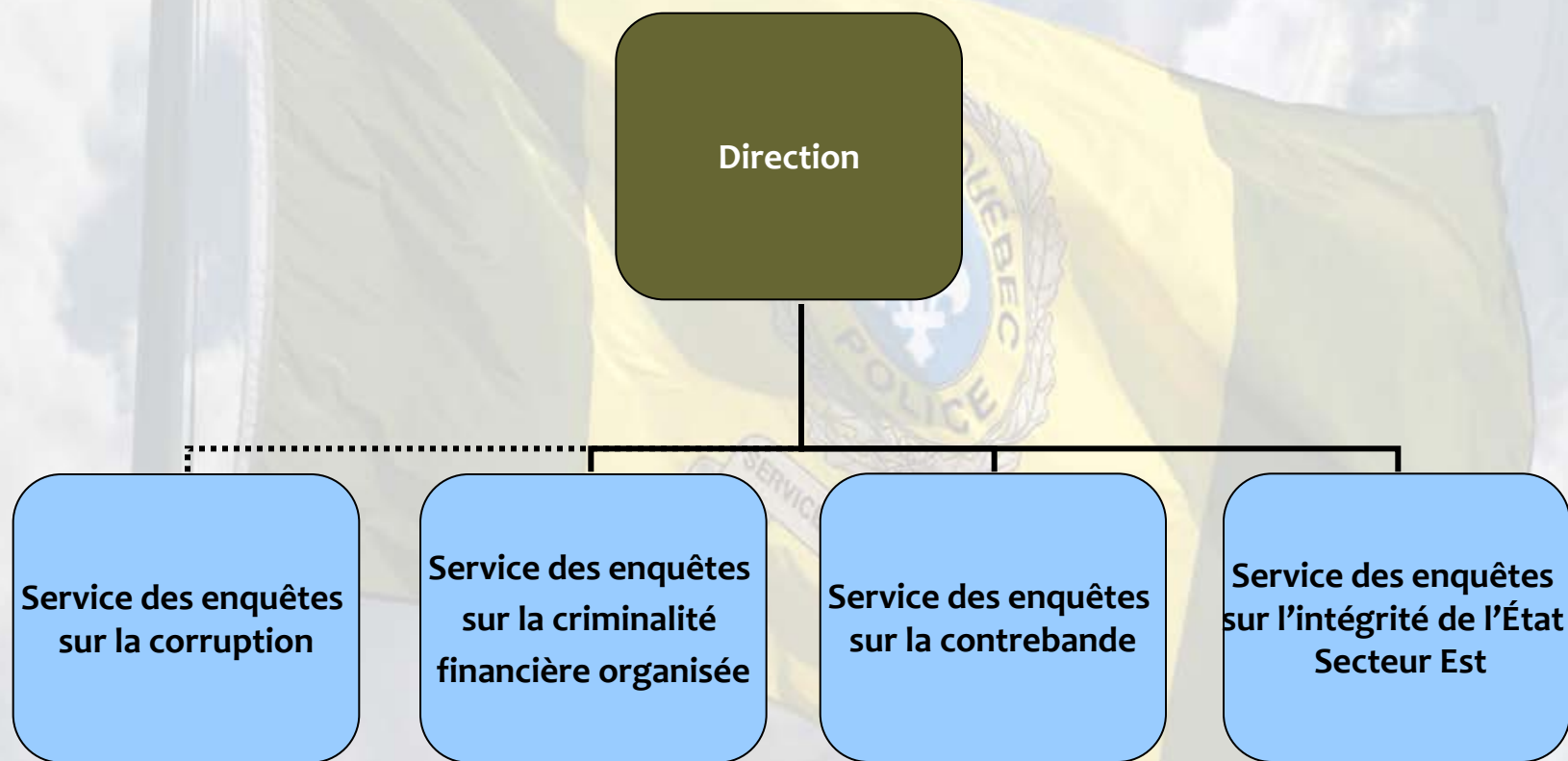
10 districts

Ressources humaines : 5 780 policiers / 1 933 civils

Grande fonction de l'intégrité de l'État



Direction de la lutte à la criminalité contre l'État



Niveaux de service - Loi sur la police

1	50 000 à 99 999 habitants	Patrouille 24 heures, vol de véhicule, contrôle de foule pacifique
2	100 000 à 249 999 habitants	Tentative de meurtre, contrôle de foule avec risque d'agitation
3	250 000 à 499 999 habitants (3-SP)	Meurtre, proxénétisme
4	500 000 à 999 999 habitants (SPVQ)	Prise d'otage, surveillance électronique
5	+ de 1 000 000 habitants (SPVM)	Terrorisme, importation de drogues, intervention hélicoptérée Corruption de fonctionnaires municipaux (2008)
6	Pour tout le Québec (SQ)	Crimes sériels, coordination de la lutte au crime organisé, protection des personnalités Crimes touchant les revenus de l'État, sa sécurité et son intégrité

Dossiers de corruption ouverts par la SQ (par infraction) 1996-2003

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	Total
Abus de confiance gouvernementale	5	9	13	15	6	4	2	6	60
Abus de confiance municipale	15	9	8	17	5	6	6	8	74
Corruption gouvernementale		10	3	2	2	2	4	1	24
Corruption municipale	1	3	2	1	6		6	1	20
Total	21	31	26	35	19	12	18	16	178

Dossiers de corruption ouverts par la SQ (par service) 2004-2014

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	Total
SEC		1		2	1	14	41	47	49	43	10	208
SECE	2	3	5	2	2		3	2	1			20
Autres unités		4	2	4	7	1	14	7	6	7	4	56
Total	2	8	7	8	10	15	58	56	56	50	14	284

Recommandations à la CEIC

1. Politique globale de sécurité de l'État québécois, couvrant le personnel, les infrastructures physiques et informationnelles de l'administration;
2. Approche globale en enquête où l'ensemble des organismes et des personnes chargés d'appliquer la loi protège de façon cohérente et globale les revenus, l'administration et les dépenses de l'État.
3. Approche intégrée de poursuivants dans les causes touchant l'intégrité de l'État;
4. Constitution d'un groupe de travail de ministères et organismes (M/O) publics afin de développer des moyens pour mesurer les pertes subies ou évitées à l'État, et produire un portrait global de la récupération au profit de l'État;

Recommandations à la CEIC (suite)

5. Développement, par les M/O publics (responsables des registres/bases de données publics), des :
 - ◆ Modalités de requête adaptées aux enquêtes;
 - ◆ Fonctionnalités d'extractions de données; et ce, au profit des organismes d'application de la loi.
6. Poursuite des travaux de modernisation de la partie IV du Code criminel;
7. Révision de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements criminels*;
8. Poursuite des travaux du groupe de travail sur la recherche du programme ACCEF, en matière de lutte aux prête-noms et aux sociétés coquilles;

Recommandations à la CEIC

(suite)

9. Introduction d'une disposition législative rendant obligatoire le signalement d'infractions criminelles envers l'État pour les titulaires de charges publiques en situation d'autorité;
10. Appui aux réflexions suivantes :
 - ◆ Adoption d'une loi-cadre similaire à celle du Manitoba;
 - ◆ Inclusion d'autres secteurs économiques névralgiques au régime réglementaire de la construction et des marchés publics;
 - ◆ Possibilité d'empêcher temporairement l'enregistrement au REQ des entreprises dont les dirigeants trouvés coupables d'infractions;
11. Démonstrations de la responsabilité criminelle des entreprises enquêtées, en la présence de motifs raisonnables et probables le justifiant;
12. Création d'un groupe de travail afin de réviser et améliorer les modes de fonctionnement des demandes d'entraide internationale.